

Mardi 14 février 2006

COMMUNIQUE DE PRESSE :

Au Parlement de la Communauté française, en séance publique, **Richard Miller** a interpellé Mme Marie Aréna, Ministre-Présidente, sur « **les tensions d'ordre culturel provoquées par la publication de caricatures représentant le Prophète** ».

Voici le texte de son interpellation :

M. le Président,
Mme la Ministre-présidente,
Chers Collègues,

Permettez-moi, en entamant la présente interpellation, d'insister sur l'esprit uniquement positif de celle-ci. Mon intention n'est pas de critiquer la politique du gouvernement en la matière mais de revenir sur un sujet dont le caractère désormais crucial est, malheureusement, toujours davantage mis en évidence par l'actualité politique. À savoir, le fait que les sociétés démocratiques, et les Institutions qui les régissent –en ce compris, pour ce qui nous concerne, la Communauté Wallonie-Bruxelles - se doivent de mettre en oeuvre les conditions du vivre-ensemble dans le respect des droits, libertés et devoirs de chacune et de chacun.

Dans le contexte de mondialisation qui influe désormais –qu'on le veuille ou non- sur toute vie humaine et sur toute action politique, être démocrate, être progressiste c'est vouloir en premier lieu apporter un démenti à ceux qui ont adopté comme vision du monde la thèse du « choc des civilisations » et, a fortiori, à ceux qui, par leurs déclarations et par leurs actes, donnent du crédit, donnent du corps et de la chair, à ce choc par lequel l'humanité se fait la guerre à elle-même.

Refuser de considérer comme étant inéluctables l'incompréhension mutuelle, la peur respective, l'affrontement entre convictions religieuses, entre traditions culturelles, entre échelles de valeur, entre visions différentes de la vie, refuser cela, c'est vouloir, à l'opposé du « choc des civilisations », et avec toute l'énergie et tout le volontarisme possibles, le dialogue entre les cultures. Ce n'est pas là faire preuve d'angélisme ou d'utopisme –reproche que l'on pouvait encourir il y a quelque temps encore- c'est, au contraire, s'inscrire dans un projet politique d'une importance historique qui n'est pas sans rappeler les grands combats pour l'émancipation, grands combats qui ont marqué notre passé à l'instar de ceux pour l'enseignement obligatoire ou le suffrage universel.

Il n'est pas excessif, en effet, de considérer que dans l'espace de la mondialisation, le combat de tous les démocrates et progressistes est aujourd'hui celui en faveur du dialogue des cultures. Pour remporter ce défi, les démocraties disposent de plusieurs instruments, tous inscrits dans la durée, car il s'agit à chaque fois, au bout du compte, d'un pari sur l'humain, sur la raison, et sur la paix.

Le premier de ces instruments est l'enseignement, l'éducation, l'intelligence. Je dirais même que cet instrument est doublement premier, étant donné la nature de ce qui est en cause : les

facteurs de tension et de conflit comme ceux liés aux caricatures représentant le prophète Mahomet et les actions qui en ont découlé (manifestations, attaques contre des Ambassades, propos racistes, menaces de mort proférées...) ne se limitent pas à être des faits matériels, ce sont d'abord et avant tout des éléments d'ordre intellectuel, spirituel, culturel. Bref, ce qui se tient à l'origine et au coeur des tensions, ce sont des valeurs, des valeurs qui s'opposent de manière aveugle, des valeurs que différents courants situés aux extrêmes du rejet, voire de la haine, de l'humain s'ingénient à tenir toujours plus éloignées les unes des autres et s'ingénient à empêcher que la moindre passerelle de dialogue ne soit posée entre les peuples et entre les convictions.

Mme la Ministre-présidente,

Les manifestations par lesquelles les communautés musulmanes ont exprimé leur opposition à la liberté d'expression qui caractérise la culture occidentale ont été, vous le savez, particulièrement violentes notamment à Damas et à Beyrouth. Elles n'étaient pas limitées à ces villes puisque des milliers de personnes ont manifesté en d'autres endroits du monde, en ce compris à Bruxelles, capitale des Institutions européennes et capitale de la Communauté Wallonie-Bruxelles. Attaquer et dévaster des Ambassades c'est bafouer le droit international, c'est refuser l'instauration d'un ordre rationnel susceptible de garantir la coexistence pacifique des Etats.

Pour les Européens attachés à la liberté d'expression -liberté conquise à l'issue de luttes historiques menées contre l'Inquisition et en tirant les leçons des guerres de religion-, la publication d'une caricature ne justifiait pas une telle violence et un tel déni de droit. Inversement pour les personnes de conviction islamique, représenter le Prophète a été vécu comme une agression identitaire, incompatible avec la liberté de culte, elle aussi prônée par la démocratie occidentale. L'incompréhension, la méconnaissance, le rejet de l'Autre tendent à s'installer de part et d'autre et, si rien n'est fait pour enrayer cette spirale infernale, le pire, malheureusement, apparaîtra de plus en plus comme l'issue la plus sûre.

Nous avons la responsabilité, en tant que politiques, en tant qu'européens, en tant que membres d'une Institution dont toutes les compétences sont tissées d'humanité, de culture et de paix, à indiquer aux observateurs internationaux ne fût-ce que la possibilité d'une autre voie ; nous avons la responsabilité de montrer que la voie du dialogue ne doit pas être considérée a priori comme nulle et non avenue ; nous avons la responsabilité d'être des passeurs de culture, d'être des passeurs de connaissances entre des populations faites d'hommes, de femmes et d'enfants.

Aussi, est-ce avec la confiance dans les convictions démocratiques qui habitent les membres de notre Assemblée, avec la confiance dans la force d'engagement qui réside en chacun des partis démocratiques de notre Assemblée, que je vous demande Mme la Ministre-présidente, à vous-même et aux membres de votre gouvernement, de mettre en oeuvre au niveau de notre système scolaire un cours où tous les enfants quelles que soient leurs origines et les convictions dans lesquelles ils sont élevés, puissent recevoir un enseignement commun, pluraliste, neutre, sur les religions et les philosophies. Un cours qui rassemble et plus seulement des cours qui séparent.

On en a traité à plusieurs reprises dans notre Assemblée. Plusieurs parlementaires, tous groupes confondus se sont prononcés en faveur de la création et de l'organisation d'un tel cours. Je suis l'auteur d'une proposition de décret en la matière. Si c'est parce qu'elle émane

d'un parlementaire d'opposition qu'elle pose problème, je suis évidemment ouvert à la cosignature. Quant à l'avis borné rendu par le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, je vous demande de lui préférer l'avis plus responsable et davantage soucieux des élèves, émis par la Commission du Dialogue Interculturel. Votre responsabilité en tant que Ministre de l'éducation, en tant aussi que membre éminent d'une formation politique progressiste, est de construire l'avenir. Y compris si, pour ce faire, il vous faut bousculer des acquis, des statuts et des habitudes qui sclérosent plutôt qu'ils ne créent la société meilleure que nous souhaitons.